



# Transformer l'interminable Conflit de l'Afrique de l'Ouest : Les Tendances et les Tensions du Conflit de la Casamance

## I INTRODUCTION

La province de la Casamance située dans la région méridionale du Sénégal et très proche de la Guinée-Bissau comme de la Gambie a connu depuis 1982, une guerre civile prolongée entre le Gouvernement du Sénégal et le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC).

Le 26 décembre 1982, la tension a éclaté en Casamance par une manifestation organisée par les pro-indépendantistes et qui s'est déroulée à Ziguinchor, la capitale régionale. En raison des liens ethniques entre les Groupes Diola, Balantes et Mandings du Nord de la Guinée-Bissau et du sud de la Casamance, les Républiques de Guinée-Bissau et de Gambie sont devenues elles aussi des actrices du conflit<sup>1</sup> qui a été

décrit comme la guerre civile la plus longue d'Afrique ; selon les estimations des Nations-Unies, les combats auraient tué plus de 5.000 personnes, déplacé plus de 60.000 à l'intérieur du pays et envoyé des dizaines de milliers d'autres comme réfugiés en Guinée-Bissau et dans la Gambie voisines<sup>2</sup>.

Plusieurs Accords de cessez-le-feu ont été conclus durant les années 1990, notamment en Mai 1991, en Juin 1993 et en Janvier 1999 respectivement, en vue d'un règlement négocié ; et pourtant la paix continue d'être évasive dans la région. Le 26 janvier 2000, les parties en conflit, à savoir le Gouvernement du Sénégal et le MFDC<sup>3</sup> ont signé de nouveau l'Accord de Paix de Banjul et le 30 décembre 2004, un groupe rival du MFDC a signé l'Accord

de Paix Générale avec le Gouvernement. Très récemment, le 30 avril 2014, le Leader du MFDC était d'accord sur un cessez-le-feu et des pourparlers de paix. Malgré ces diverses négociations, le conflit continue de défier toutes sortes de solutions présentées par des acteurs officiels et non-officiels tant au niveau régional qu'au niveau international.

Le présent dossier de politique générale est le résultat des discussions menées lors d'une réunion consultative portant sur le thème suivant : « **Revisiter la Dynamique du Conflit de la Casamance : les Perspectives des Acteurs Non-Officiels** ». Cette réunion a été convoquée par le **Réseau Ouest-africain pour l'Édification de la Paix**

<sup>1</sup> Aïssatou Fall, MONOGRAPHIE No. 7 du KAIPTC –Décembre 2010

<sup>2</sup> David Seyferth: Sénégal: La Fin de l'une des plus longues guerres civiles d'Afrique ? Source Africaine, 9 Juillet 2014

<sup>3</sup> 30 Décembre 2004 – Des Représentants du Gouvernement Sénégalais et du Mouvement Séparatiste du MFDC ont signé un Accord de Paix dans la ville casamançaise de Ziguinchor, [Agence Panafricaine d'Information : 30/12/ 2004, 'Le Gouvernement et le MFDC signent un Protocole de Paix sur la Casamance']

<sup>4</sup> Des Rebelles du MFDC de la Casamance, au Sénégal, ont déclaré le cessez-le-feu, BBC News Afrique, 30 Avril 2004. Le MFDC est composé de deux ailes principales : une aile politique et une aile militaire appelée Atika.

<sup>5</sup> David Seyferth: Sénégal: La Fin de l'une des plus longues guerres civiles d'Afrique ? Source Africaine, 9 Juillet 2014

## RESEAU D'ALERTE PRECOCE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (WARN)

Le Réseau d'Alerte Précoce de l'Afrique de l'Ouest (WARN) fait une partie intégrante du Programme Ouest Africain d'Édification de la Paix, coordonné par le Réseau Ouest Africain d'Édification de la Paix (WANEP). A travers son programme WARN, WANEP prépare le terrain pour un réseau d'alerte précoce et de réponse basé sur la société civile en Afrique, privilégiant la sécurité humaine.

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), y compris le Cameroun et le Tchad. Au départ, notre concentration portait sur les pays du Bassin du Fleuve Mano; il s'agit des Sierra Leone, Guinée, Liberia et Cote d'Ivoire. Depuis, nous avons étendu pour couvrir l'ensemble de la sous région ouest africaine.

CEDEAO en signant le Protocole d'Entente (PE) dans le cadre du renforcement de la capacité en matière de la Prévention du Conflit. L'un des buts de cet accord est de servir d'interface entre WARN et les Systèmes d'Alerte Précoce de la CEDEAO pour optimiser la prévention de conflit de l'Alerte précoce en Afrique de l'Ouest. A cause de cela, WANEP gère un bureau de liaison dans l'enceinte du Secrétariat de la CEDEAO à Abuja au Nigeria depuis avril 2003.

Depuis 2002, WANEP a conclu un accord avec la

WARN couvre l'ensemble de la sous région de la

En reconnaissance du rôle et des réalisations du Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) dans la prévention des conflits et dans l'édification de la paix en Afrique et particulièrement en Afrique de l'Ouest, le Conseil Economique et Social des Nations Unies lors de sa session substantive de 2006 a octroyé à WANEP le statut consultatif spécial des Nations Unies. WANEP est dès lors mandaté à désigner (nommer) des représentants officiels aux Nations Unies à New York, Genève et Vienne pour renforcer ses stratégies de plaidoyer et de mobilisation pour la paix et la sécurité humaine.

(WANEP) à Accra (Ghana) les 20 et 21 Août 2015. Elle a été conçue pour élaborer de nouvelles stratégies et techniques opérationnelles, notamment des idées en vue d'un nouveau niveau de partenariat entre les Institutions d'État et les OSC, ce qui contribuera à la mise en place de l'Architecture de Paix et de Sécurité qui sera adoptée dans la région. Les participants, provenant de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), des Organisations de la Société Civile (OSC), des Milieux Universitaires et des Instituts de Recherche de la Gambie, de la Guinée-Bissau et du Sénégal ont assisté à la réunion. Ce dossier de politique générale récapitule les points de vue exprimés par les participants au cours de la réunion ainsi que les observations perspicaces issues du travail de suivi effectué par WANEP sur la dynamique de la sécurité dans la région de la Casamance.

## II LE CONTEXTE ET LA DYNAMIQUE ACTUELS DU CONFLIT DE LA CASAMANCE

Ce conflit prolongé a dressé les Diolas, un groupe ethnique majoritairement chrétien contre le Gouvernement du Sénégal. La situation actuelle en Casamance reste instable avec des conséquences dévastatrices dans la région ; au nombre de celles-ci, on peut citer la prolifération des armes de petit calibre, ce qui a constitué un terreau fertile pour les crimes, les conflits localisés au sein des communautés ainsi que le trafic illégal de produits tels que le bois de construction. Alors que plusieurs

raisons peuvent être attribuées à la persistance des tensions, d'autres sujets de préoccupation se maintiennent, entre autres :

L'Éclatement du MFDC en Factions Rivalentes : L'éclatement du MFDC a constitué un obstacle à la transformation pacifique du conflit en raison du manque de noyau central qui a la responsabilité de donner des ordres. L'éclatement en groupes rebelles a rendu pénible la négociation avec un groupe convenable; et même lorsqu'on parvient à des négociations, cette situation affecte la transformation du conflit parce que la plupart des initiatives de paix n'ont pas le soutien du groupe tout entier. Tandis que le rapprochement entre Ousmane, Niantang Diatta et César Atoute Badiate sur le front méridional est un bon signe, le fossé entre le front méridional et le front septentrional sous les ordres de Salfi Sadio est une menace majeure étant donné les différences de points de vue dans le processus de paix. Cela est évident puisque, au moment où le Front Septentrional veut entrer en pourparler direct avec le Gouvernement du Sénégal, le Front Méridional cherche un dialogue interne au sein du MFDC avant toute négociation avec le Gouvernement.

La Méfiance et l'Absence de Stratégie Commune chez les États-membres : La visite du Président Sénégalais au Président Gambien pour explorer les voies et moyens en vue de parvenir à une paix durable en Casamance signale un certain niveau d'engagement du Président Sénégalais pour impliquer les Chefs d'état des pays voisins dans la recherche d'une solution durable au conflit. Cependant, l'absence de stratégie commune chez les états, provoquée par la méfiance des gouvernements des États-membres affectés, constitue un écueil à la transformation pacifique du conflit. En l'absence de cadre politique, il est possible que la direction du MFDC ne soit pas encouragée à véritablement poursuivre la paix. Par conséquent, il est impératif que les questions soient recadrées pour inclure une gouvernance et une décentralisation participatives.

La Prolifération des armes de petit calibre : Un autre facteur qui aggrave le conflit en Casamance est la prolifération

des armes et des munitions de petit calibre. La présence d'anciens combattants qui se sont battus sur d'autres fronts dans d'autres parties de la sous-région et du continent, ajoutée à la prolifération des armes, contribue également à l'exacerbation du conflit. La présence de mines et l'éclatement de conflits entre les combattants ont entraîné des incursions transfrontalières ainsi que la prolifération des armes comme en témoigne l'incident de 2010 à la frontière de Foni. Une autre source d'aggravation de la situation est l'insuffisance de ressources au nombre desquelles le personnel destiné à mettre entièrement en œuvre les Programmes de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (DDR).

## III LA GESTION DU CONFLIT DE LA CASAMANCE : LES STRATÉGIES DE RÉACTION ET LES DÉFIS

**S'attaquer aux Causes Structurelles du Conflit:** Le sentiment d'être exclu des processus de prise de décision, de vivre dans une région négligée ainsi que l'absence de développement des infrastructures de base dans la région constituent un obstacle à la paix dans la région. Cependant, la mise en place d'infrastructures de base en Casamance par le Président Macky Sall dans le cadre d'un mécanisme de gestion de la crise pour amortir les effets socio-économiques du conflit est un développement louable qui doit être maintenu. Par ailleurs, il y a une implication de plus en plus grande de la région de la Casamance à travers un sens renouvelé de la citoyenneté et du

sentiment d'appartenir au Sénégal et une plus grande participation à la vie politique du pays.

#### Mise en Œuvre des Accords de Paix:

Alors que la mise en œuvre des Accords de cessez-le-feu ajoutée à un rapprochement croissant entre le Gouvernement et le MFDC a permis au Gouvernement de retrouver progressivement sa mainmise sur des zones jusque-là sous contrôle du MFDC, les défis liés à l'exécution complète des accords de paix ont été contradictoires, chaque partie rejetant la responsabilité de la situation sur l'autre. Cependant les analystes ont fait ressortir que le MFDC n'est pas le seul acteur à blâmer, dans la mesure où le Gouvernement du Sénégal aurait manqué de privilégier des méthodes qui ont des chances de conduire à la paix à cause du manque de coordination et de suivi dans les engagements politiques et économiques. Quoi qu'il en soit, l'Accord de Paix de 2014 qui a été facilité par la Communauté de Sant' Egidio (Une Organisation Catholique ayant son siège à Rome), porte la promesse d'une résolution qui passe par plusieurs facteurs. Au nombre de ceux-ci, on peut citer des rencontres informelles fréquentes, des initiatives de paix lancées par divers acteurs majeurs, la décision du Gouvernement d'annuler le mandat d'arrêt lancé contre Salif Sadio, l'un des leaders du MFDC, la libération des démineurs pris en otage par le MFDC et le rôle actif de médiation de la Communauté de Sant' Egidio.

#### Les Interventions Régionales et leurs

**Implications:** En dépit de l'intensité relativement faible du conflit, il a pris une dimension régionale. D'un côté, les relations internes au sein des groupes ethniques notamment Balantes, Diolas et Manding du nord de la Guinée-Bissau et de la région de la Casamance (Sénégal) en proie aux tensions ont rendu le rôle de la Guinée-Bissau déterminant dans le conflit. De l'autre, les relations internes similaires, en particulier, le fait que les rebelles du MFDC sont, sur le plan ethnique, apparentés au Président Jammeh ainsi

que les rumeurs selon lesquelles ce dernier fournirait les munitions utilisées par les rebelles du MFDC<sup>6</sup> rendent le rôle de la Gambie incontournable dans le conflit. Afin de transformer le conflit, la CEDEAO a pris diverses mesures au nombre desquelles une évaluation de la situation en 2013 qui a recommandé des collaborations plus étroites avec les acteurs locaux de la Société Civile pour compléter les efforts du gouvernement et de la CEDEAO afin de relever les défis sécuritaires lancés par ces tensions. Bien que la CEDEAO ait établi une unité de coordination dans la région pour faciliter l'intégration du genre dans le développement dans le but de promouvoir la paix et la sécurité, l'absence de Protocole de la CEDEAO pour assurer l'exécution de l'engagement public pris par les gouvernements des Etats-membres et mettre fin au conflit est une lacune dans la transformation du conflit.

#### IV LES IMPLICATIONS DU CONFLIT

Le conflit a coûté la vie à près de 5.000 personnes et provoqué un afflux de réfugiés vers la Guinée-Bissau et la Gambie. L'impact direct de l'exode de réfugiés fut l'apparition de tensions dans les relations régionales, le Sénégal accusant ses voisins d'offrir refuge et assistance aux rebelles du MFDC contre le pouvoir politique à diverses phases. Le conflit a également empêché la participation du gouvernement du Sénégal à de plus grandes missions de

maintien de la paix en Afrique de l'Ouest et sur le continent dans son ensemble. Le Président Macky Sall a promis de déployer plus de 2.500 hommes de troupes dans les opérations de maintien de la paix en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Mali et au Darfour etc. ; mais, tant que le conflit persiste, l'armée sénégalaise aura une capacité limitée d'intervenir dans des missions de maintien de la paix dans la région et sur le continent.

L'exploitation extensive des possibilités offertes par l'agriculture et le tourisme de la région a été contrariée par cette violence sporadique. Hormis la destruction de centaines de villages, les combats ont rendu inutilisables des milliers d'hectares de terres arables, appropriées à la production de riz, de légumes et de fruits, en raison des munitions et des mines terrestres qui y sont enfouies et qui n'ont pas encore explosé<sup>7</sup>. Si l'on parvient à dégager ces mines terrestres, l'on pourra utiliser les terres arables pour cultiver des fruits, des légumes et du riz, stimulant ainsi l'agriculture dans la région. L'instabilité de la région qui a accueilli autrefois près de 50.000 visiteurs par an a rigoureusement réduit les activités touristiques. La destruction de l'industrie touristique et la perte de la production agricole a paralysé le développement économique en Casamance, laissant la région dans un isolement qu'il ne mérite pas. Selon des rapports, la combinaison du conflit de faible intensité et du chômage généralisé est une cause majeure de l'afflux de réfugiés qui fuient le Sénégal.

<sup>6</sup> Monographie sur le Conflit de la Casamance, éditée par le KAIPTC. Page 20.

<sup>7</sup> [www.reuters.com/article/us-senegal-casamance](http://www.reuters.com/article/us-senegal-casamance)

## V TRANSFORMER LE CONFLIT DE LA CASAMANCE

Les stratégies et les options de transformation du conflit à court, à moyen et à long terme comprennent les mesures suivantes, sans s'y limiter :

### Du côté du Gouvernement du Sénégal :

- Instaurer le Dialogue avec les Acteurs Majeurs pertinents au nombre desquels les diverses factions ; s'ajoutent également à ceux-là les pays voisins dont la Guinée-Bissau et la Gambie.
- Prendre le devant dans la mobilisation des pays voisins et des organisations régionales pour devenir des partenaires actifs dans la recherche d'une solution au conflit de la Casamance et par voie de conséquence, de la zone de la Séné-gambie.
- Promouvoir la stabilité économique de cette région pour combler ce qui est perçu comme un fossé économique entre le nord et le sud ; Promouvoir également la liberté d'expression et d'association.
- Le Gouvernement du Sénégal doit promouvoir l'égalité entre les sexes dans tous les secteurs, y compris dans les secteurs de prise de décision, dans les processus de dialogue et de médiation ainsi que dans l'éducation de la paix. Le gouvernement doit également respecter et faire respecter les droits des personnes, en particulier les droits des femmes et faire participer ces dernières aux négociations de paix.

### Du côté de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) :

- Explorer les voies et moyens pour créer la confiance entre les Chefs d'états des pays membres affectés par le conflit dans le cadre de mesures destinées à promouvoir la paix dans la

région.

- Faire pression sur le Gouvernement du Sénégal afin qu'il collabore avec d'autres pays, en particulier avec les pays-membres voisins, pour élaborer et adopter des stratégies destinées à trouver une solution aux causes sous-jacentes au conflit.
- Adopter des protocoles pour soutenir le communiqué sur le conflit de la Casamance afin d'assurer l'adhésion des États-membres. De la sorte, la Communauté sous-régionale peut assurer l'exécution des Accords de paix adoptés par les parties en conflit.
- Le Parlement de la CEDEAO doit également intervenir dans le conflit. Le Comité du Parlement responsable de la gestion du conflit doit entreprendre une mission d'enquête sur la Casamance et préparer un rapport au Parlement. Ce rapport doit déboucher sur une déclaration ou une résolution qui seraient soumises à l'Autorité des Chefs d'État et de Gouvernement.

### Du côté des Organisations de la Société Civile et des Médias :

- Elles doivent collaborer avec le gouvernement et d'autres Acteurs Majeurs pertinents pour faciliter le dialogue entre le gouvernement sénégalais et les diverses factions du MFDC, y compris les ailes politiques et militaires du groupe.
- Les OSC de la région de la Casamance doivent surveiller l'exécution des projets pour s'assurer qu'ils atteignent les bénéficiaires ciblés.
- Les OSC doivent servir d'institutions de supervision pour suivre de près tous les problèmes de développement qui affectent la zone de conflit et s'assurer que les informations et les rapports sur l'exécution des

projets sont diffusés à tous les secteurs de la société.

- Afin de renforcer la compétence et la confiance, les OSC doivent prendre les devants dans la dispense des connaissances et dans les formations destinées aux anciens combattants.
- Les médias doivent être formés à la gestion de la paix et des conflits pour assurer des reportages sensibles aux conflits.
- Pour une implication et une participation collectives, les femmes doivent être formées à la médiation et à la négociation dans le conflit de la Casamance.

**Les Auteurs :** Mfrekeobong Ukpanah et Moussa Dramé  
**Révision par les Pairs :** assurée par le Centre Régional de Surveillance de la Paix de WANEP  
**Garantie de Qualité :** Levinia Addae-Mensah et Queeneth Tawo

**Pour renseignements, adressez-vous à :** WANEP Regional Peace Monitoring Centre. **Email:** pmc@wanep.org

**Email:** [wanep@wanep.org](mailto:wanep@wanep.org) **Tel:** +233 302 775 975/77; **Fax:** +233 302 776 018

**Website:** [www.wanep.org](http://www.wanep.org); **Design & Mise en Page :** Kwesi Enchill